

Thème principal de colloques, forums, programmes de recherche...

# Le développement durable dans toutes les bouches...

*Le développement durable est aujourd'hui incontournable, y compris dans le monde de l'aviculture. Au centre de colloques, de forums ou de programme de recherche, il est à la fois un art de penser et de vivre, un engagement vers l'avenir et un argument commercial. Derrière ce concept né en 1987, se cachent des actions concrètes telles que la démarche 3D ou la mise en place de nouvelles technologies* ●

Cécile Agusti,  
Jean-Sébastien Moizan,  
Émeline Viénot

**D**epuis le lancement du Grenelle de l'environnement en juillet 2007, le développement durable est devenu un véritable phénomène de mode. Pas une marque de voitures, un vendeur de lessive ou un distributeur ne manque de placer ce terme magique dans son argumentaire commercial. Pourtant si la définition de la for-

mule a été maintes fois répétée – « *développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » – les messages concernant le développement durable sont le plus souvent à connotation uniquement environnementale au détriment des aspects économiques, sociaux et sociétaux. « *Il ne suffit pas de*

*se colorier en vert ou de se draper de postures vertueuses pour passer au durable*, insiste Jean-Pierre Raynaud, président de la Fédération régionale des coopératives agricoles (FRCA) d'Aquitaine. « *Pour nous, cela consiste à mettre en œuvre un véritable projet d'entreprise que les générations futures sauront faire évoluer.* » ●

## Démarche 3D: 13 entreprises ouvrent la voie

**D**ans le cadre de la semaine du développement durable, qui s'est tenue début avril, la FRCA Aquitaine, l'Ardia (Association régionale pour le développement des industries alimentaires) et l'Afnor (Association française de normalisation) ont organisé un colloque sur le développement durable en agroalimentaire. A cette occasion, les trois instances ont présenté la démarche collective « 3D » (Des-

tination développement durable) qu'elles ont mise en place afin d'aider les différents acteurs des filières agricoles à communiquer sur leurs bonnes pratiques environnementales et sur l'impact de leurs activités sur le territoire en matière économique, social et sociétal. Ainsi, un diagnostic permet aux producteurs agricoles, aux coopératives et aux industries agroalimentaires de recenser leurs pratiques en

matière de développement durable, de faire évaluer leur pertinence par des experts et de planifier et mettre en œuvre des voies de progrès.

### Une société avicole parmi les pionniers

L'action collective a démarré à la fin de l'année 2007 par l'organisation de réunions dans chaque département d'Aquitaine. Une centaine d'entreprises de l'agroalimentaire ont été sensibilisées au développement durable. Suite à cette présentation, 25 entreprises se sont portées candidates pour rentrer dans la démarche 3D. Dix ont été sélectionnées et ont pu bénéficier de l'aide financière du Conseil régional d'Aquitaine et de la Drir (Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement), tandis que trois ont rejoint le programme en autofinancement complet. Parmi ces 13 entreprises (cf. « Pour Info » page suivante), Excel Foie gras située à Gibret dans les Landes (cf. encadré).

Un binôme d'experts s'est rendu dans chaque société participante pour étudier les pratiques existantes en matière de développement durable en se basant sur

► Treize entreprises agroalimentaires d'Aquitaine, proposant des spécialités très différentes se sont engagées dans la démarche 3D.





Engagé dans la démarche 3 D

## L'exemple d'Excel foie gras

Excel est un groupe d'environ 250 salariés, situé au cœur de la Chalosse (Landes) et qui fédère plus de 80 éleveurs gavageurs. « Notre empreinte socio-économique locale est forte, souligne Christian Lanuque, président du groupe. L'enjeu du développement durable s'inscrit tout à fait dans les objectifs de l'entreprise qui sont de s'implanter durablement, en confortant notre positionnement Sud-Ouest, et d'allier tradition produite et modernité des méthodes, en visant constamment la performance. » C'est donc

tout naturellement que l'entreprise s'est intégrée dans la démarche 3D (Destination développement durable). Grâce à l'appui de la FRCA (Fédération régionale des coopératives agricoles), elle a réalisé un diagnostic de ses pratiques. « Ce véritable travail de fond nous a permis de mettre en évidence nos bonnes pratiques et opportunités d'améliorations de manière pragmatique. Notre engagement dans le développement durable était déjà inscrit dans notre culture d'entreprise, et nous avons de bonnes pratiques par-

fois sans le savoir : désormais nous sommes davantage conscients de l'impact de nos actions sur l'ensemble de nos parties prenantes dans les différents domaines sociaux, sociétaux, environnementaux... » Depuis le diagnostic, Excel foie gras a tenu informés l'ensemble de ses collaborateurs des conclusions du rapport et a sensibilisé chacun sur le chemin parcouru et restant à parcourir. « Nous sommes actuellement en cours d'élaboration d'un plan d'action afin de cerner les

concernés progressivement, en gardant le cap. » Grâce à des financements de la Région Aquitaine, l'investissement de l'entreprise dans la démarche a été essentiellement humain. « Toute action a bien sûr un coût, admet Christian Lanuque, mais nous sommes convaincus que cette démarche aura un effet positif à terme sur tous les maillons de la filière et sur toutes nos parties prenantes : la véritable valeur ajoutée s'inscrit dans la durée... »

huit critères : gouvernance et management, marché et clients, social, santé et sécurité au travail, aspect sociétal, économique, qualité et environnement. A l'issue de ce bilan, un plan de progrès adapté à chaque participant a été défini.

En plus d'actions individuelles, des actions de progrès sont également envisagées de façon collective. Certaines entreprises se lancent ainsi conjointement dans une enquête de satisfaction de leurs salariés, tandis que d'autres travaillent ensemble autour des questions de diagnostic énergétique ou d'éco conception. « Les entreprises en avance sur une thématique partagent ainsi leur expérience avec les autres, au cours d'ateliers qui perdureront dans le temps », souligne Anne-Eugénie Gaspar, expert développement durable pour l'Afnor. Les entreprises 3D ont également un site Internet à leur disposition ([www.generations3d.com](http://www.generations3d.com)) pour échanger leurs meilleures pratiques.

La démarche 3D intéresse de plus en plus de monde. Au deuxième trimestre 2009, dix-huit entreprises aquitaines supplémentaires rejoindront le programme. Et au niveau national, la méthode a retenu l'attention des fédérations de Coop de France et des différentes associations régionales des industries agroalimentaires. Si bien que 3D est maintenant proposée à des entreprises dans les trois quarts du territoire national et affiche son ambition de devenir « la plateforme du développement durable pour l'agroalimentaire français ».

### Difficile à valoriser... pour l'instant

Outre la présentation de la démarche 3D, une table ronde a permis de croiser les points de vue d'enseignes de grande distribution et d'entreprises agroalimentaires sur les attentes des consommateurs et de la distribution en matière de développement durable. Si on a regretté l'absence de représentants d'associations de consommateurs, le débat aura permis de souligner la difficulté pour la grande distribution de valoriser les produits estampillés « développement durable ».

Car il serait faux d'affirmer que les entreprises s'inscrivant dans des démarches de développement durable ne le font que par altruisme. Au-delà de leur engagement certainement sincère, les acteurs de l'agroalimentaire recherchent à se démarquer, trouver de nouveaux débouchés et vendre plus cher des produits pour lesquels ils se sont imposés des contraintes. Toute la difficulté réside dans la manière de faire comprendre aux clients ce qu'ils achètent et

ce qui motive la différence de prix. « Or actuellement, il n'existe pas de label comme caution de la démarche développement durable », souligne Agnès Cotel, responsable développement durable chez Carrefour. De toute façon, dans la jungle des labels, les consommateurs s'y retrouvent peu. « Seul le label AB (agriculture biologique) est clairement identifié par les consommateurs », affirme Laurent Fourcade, responsable qualité environnement chez Système U. C'est donc à un travail d'éducation, d'information et d'explication qu'entreprises et distributeurs vont devoir s'atteler dans les mois à venir. « Il faut réaliser un travail sur le marketing de l'offre pour améliorer la lisibilité dans les linéaires », estime Frédéric Vital, directeur du magasin Auchan de Périgueux.

### La GMS française pas assez engagée

Mais les entreprises agroalimentaires trouvent la distribution trop timorée dans cette affaire. « Il faut une prise de responsabilité des GMS dans la culture de l'achat, insiste Olivier Bellandi, responsable marketing des Vignerons de Buzet. Les distributeurs canadiens et suédois, eux, attribuent des notes à nos produits en tenant compte des critères de production et de développement durable. » Didier Boudy, président du directoire de Martine Spécialités, renchérit. « En An-

gleterre, nous travaillons avec Marks & Spencer. Avant de pouvoir vendre nos produits dans leurs magasins, nous devons nous soumettre à un audit éthique, qui constitue une barrière à l'entrée très appréciable. Nous avons l'impression que nos démarches de développement durable sont ainsi valorisées et que nous sommes sur un pied d'égalité avec les autres marques présentes en rayon... contrairement à ce qui se passe en France. » Mais pour les distributeurs, si les démarches de développement durable sont mieux valorisées à l'étranger, c'est parce que la mentalité française est différente. « Le développement durable n'est pas encore un critère qui fait réagir les consommateurs français », avoue Agnès Cotel.

Alors y a-t-il un véritable intérêt pour les entreprises à faire des efforts pour proposer des produits plus respectueux de l'environnement, de l'homme et du territoire ? « Oui, affirme les promoteurs de la démarche 3D. Les entreprises qui se sont investies dans ce projet n'auront pas à le regretter. Ce travail pourra leur être utile de manière directe très prochainement. En effet, la démarche 3D permet d'anticiper la parution de la norme 26000, qui qualifiera la responsabilité sociétale des entreprises, et qui doit entrer en application en 2011. En clair, le rapport de diagnostic 3D de l'entreprise correspond à son futur rapport de développement durable. »



### Les treize entreprises participantes sont :

Martine Spécialités (pâtisserie, Dordogne), Socave (fraises, Dordogne), Unidor (vin, Dordogne), Union Prodifru (vin, Gironde), Vignerons de Tutiac (vin, Gironde), Aqualande (aquaculture, Landes), Excel Foie gras (canard gras, Landes), Sikig (kiwis, Landes), Vignerons de Tursan (vin, Landes), Odélis (tomates et fraises, Lot-et-Garonne), Uni-coque (noisettes, Lot-et-Garonne), Vignerons de Buzet (vin, Lot-et-Garonne) et Pierre Oteiza (porc basque et charcuterie, Pyrénées-Atlantiques).

# Les éleveurs à la recherche de solutions durables

Le 31 mars, le groupe Michel, entreprise familiale indépendante spécialisée en nutrition animale, et Certi'Ferme, association d'éleveurs de volailles certifiées, ont également organisé pour la première fois, un forum autour du développement durable à l'Espace Le Conquérant de Saint-James (50). 300 personnes, composées d'éleveurs de toutes espèces (volailles, lapins, bovins et porcins) et de leurs partenaires venus de Bretagne, Pays de la Loire et Normandie, étaient réunies afin de trouver ensemble des solutions alternatives aux besoins spécifiques du secteur de l'élevage en terme de développement durable.

Au programme de la matinée, l'intervention d'une quinzaine d'experts présentant des solutions alternatives aux méthodes standards suivie l'après-midi, d'un échange personnalisé entre éleveurs et experts sur leurs stands.

## Trois axes d'amélioration

Les pistes de progrès envisagées étaient orientées selon trois axes principaux :

— **la gestion des déchets** : le tri sélectif n'est pas réservé qu'aux particuliers. Des solutions existent comme la recherche d'une alimentation moins impactante en rejets azotés, la mise en place d'une filière de retraitement des déchets vétérinaires, le recyclage des bidons, l'économie des eaux de lavage grâce à des mousses enzymatiques en remplacement des produits chimiques classiques ou bien encore l'éco-compostage grâce aux bactéries.

— **les économies d'énergie** : promesse d'un résultat concret face à la crise, la détection des pertes d'énergie est un engagement d'accompagnement mené par les institutions. Ainsi, la chambre

► 300 personnes composées d'éleveurs de toutes espèces et de leurs partenaires venus de Bretagne, Pays de la Loire et Normandie ont assisté le 31 mars dernier au forum sur le développement durable organisé par le groupe Michel et Certi'Ferme.



Clichié : Certi'Ferme

régionale d'Agriculture de Bretagne met à disposition des outils simples et rapides comme les diagnostics (diagnostic planète, agri-énergie ou diamètre...) permettant aux éleveurs d'éviter les déperditions. En outre, ces diagnostics sont généralement une étape indispensable pour avoir accès aux subventions nationales ou locales, avantageuses en cette période de plan de relance gouvernemental. Des solutions ont également été proposées pour une meilleure isolation ou étanchéité des bâtiments d'élevage ou encore pour présenter les ampoules basse consommation obligatoires dès 2012.

— **la production d'énergie et les énergies renouvelables** : comme le souligne Laurence Ligneau, chargée de programme agriculture et énergie à la chambre régionale d'Agriculture de Bretagne, «*La Bretagne ne produit que 5 à 7% de son énergie. Nous sommes face à un problème de manque d'énergie, notamment aux heures de pointe*

(heure de la traite). Il existe une réelle menace de black out». Pourtant, il est important de noter que le secteur de l'agriculture ne représente que 7% des consommations globales en Bretagne (contre 36% pour le résidentiel et 33% pour les transports) et qu'un tiers de cette énergie dépensée concerne le chauffage des serres. Quant à la production d'énergie, nous sommes loin du compte avec le bois comme source principale. Reste des économies de carburants pour les tracteurs (avec une conduite en mode économique par exemple) ou l'auto-production d'énergies sur l'exploitation (biomasse, solaire, etc.) pour répondre aux besoins de chauffage ou de ventilation des bâtiments d'élevage. L'énergie éolienne, les panneaux photovoltaïques, les pompes à chaleur sont autant de moyens pour atteindre l'objectif d'une agriculture passive. Ces solutions concrètes tentent de répondre au défi du développement durable alliant écologie et économie. ●►

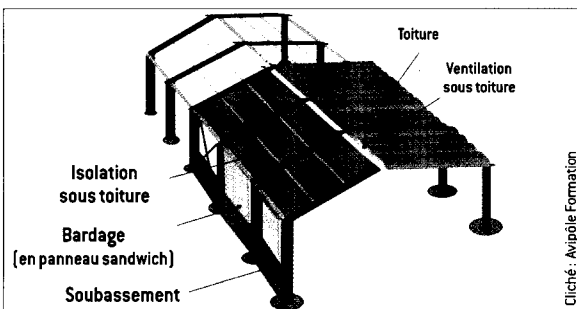
## Trois leviers d'actions pour les éleveurs

### → La gestion des déchets



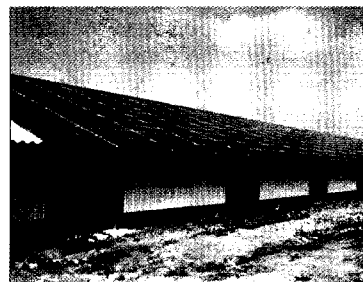
DR

### → Les économies d'énergie : rénover l'isolation



Clichié : Avipôle Formation

### → La production d'énergie et les énergies renouvelables



## AviteR: une grille de lecture de la durabilité en cours

Pendant longtemps, le concept de développement durable a eu du mal à s'imposer au rang des priorités. Mais aujourd'hui, la vieille rengaine semble enfin trouver grâce aux oreilles des différentes sphères de la société. A travers diverses initiatives, l'aviculture se saisit elle aussi du sujet. Jean Loussouarn, professeur de zootechnie à AgroParisTech, a présenté lors des journées de la recherche avicole, puis lors de l'assemblée générale du comité avicole des Pays de la Loire, les prémices d'un programme appelé AviteR. Coordonné par Daniel Guémené et Philippe Lescoat (Inra Tours), il s'intéresse aux filières avicoles en France et au Brésil et à leurs impacts sur le développement durable des bassins de production et des territoires. Ce programme vise notamment à élaborer une grille de lecture des filières avicoles selon les aspects économiques, sociaux et environnementaux. Regroupant un ensemble d'indicateurs de durabilité, cette grille est à la fois un outil de progrès et de dialogue.

### Ménager les réversibilités

Jean Loussouarn est revenu sur la notion de développement durable. D'après la définition du rapport Brundtland, le concept de besoin est central. Il s'agit plus particulièrement des besoins essentiels : accès à l'alimentation, à l'eau potable, à l'environnement sain. Il y a aussi « l'idée que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale limite la capacité des milieux à répondre à nos besoins actuels et à venir ». Pour concilier l'économie, le social et l'environnement, il convient donc de mettre en œuvre trois principes. Le



« Jean Loussouarn, professeur de zootechnie à AgroParisTech : « L'aviculture, par ses spécificités et sa diversité – entre des productions traditionnelles rationalisées et l'élevage intensif – éclaire de manière particulière les enjeux du développement durable ».

principe de solidarité tout d'abord. Il doit s'exercer entre les territoires et entre les générations. Tout système doit donc s'interroger sur « les répercussions directes et indirectes d'une activité à différentes échelles ». Jean Loussouarn insiste également sur la notion de participation des acteurs dans les prises de décision. Enfin, il en appelle au principe de précaution mais dans une perspective d'action : « cela suppose de ménager des réversibilités, de conserver de la flexibilité et de la diversité ».

Qu'en est-il de l'aviculture ? Globalement, l'élevage génère une concurrence exacerbée entre les bassins de production, des externalités environnementales, positives ou négatives, et voit certaines de ses pratiques remises en cause en raison de l'évolution de la perception du statut de l'animal. Les initiateurs du programme AviteR se sont tournés plus particulièrement vers l'aviculture qui « par ses spécifi-

cités et sa diversité – entre des productions traditionnelles rationalisées et l'élevage intensif – éclaire de manière particulière les enjeux du développement durable ».

### Intensification des systèmes

Le rôle premier de l'aviculture est de « produire des protéines animales, en valorisant des productions végétales et de la main-d'œuvre ». Mais ce qui fait la spécificité de cette production, c'est que, s'appuyant sur les caractéristiques biologiques des volailles (productivité numérique, brève durée des cycles biologiques) elle a été « la première à adopter un modèle d'organisation inspiré de l'industrie ». C'est ainsi qu'on a assisté à l'intensification des systèmes de production et à la spécialisation des fonctions. La première a permis d'atteindre un optimum de production par l'augmentation des intrants, le découplage partiel du lien au sol, la standardisation et les investissements capitalistiques. La seconde a conduit à « une réduction et un approfondissement du champ des savoirs des opérateurs sur une partie du cycle de production ».

Mais ces sources de gains économiques ne sont pas toujours compatibles avec le principe de durabilité. C'est ainsi que les rejets ont provoqué en Bretagne « des problèmes environnementaux que personne n'a vu venir et que nous sommes en train de résoudre après beaucoup d'efforts ». Le découplage partiel au sol crée des conditions favorables aux délocalisations, problème auquel est aujourd'hui confronté l'aviculture européenne. Il faut aussi s'interroger sur la transmissibilité des outils de productions ou encore sur la notion de participation aux prises de décision, alors que l'aviculture est marquée par la planification par un agent dominant.

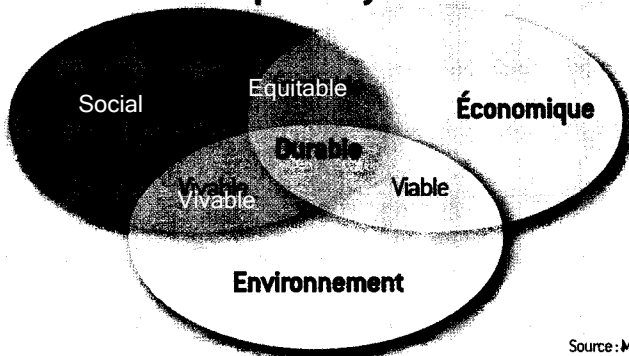
### Scénarios prospectifs

A l'inverse, la filière peut se targuer de la diversité de ses modes de production. Elles doit aussi s'appuyer sur l'innovation, qui peut permettre d'élargir « le tube de la durabilité », c'est à dire l'éventail des pratiques durables. Et enfin, il faut « expliquer pourquoi on produit de telle manière, être sans complexe et aller à la rencontre de la société ».

Pour accompagner les filières avicoles dans la démarche, le programme s'attèle donc à mettre en place une grille de lecture de la durabilité. Elaborée au ▶

### Les composantes du développement durable

#### Concept et enjeu du DD



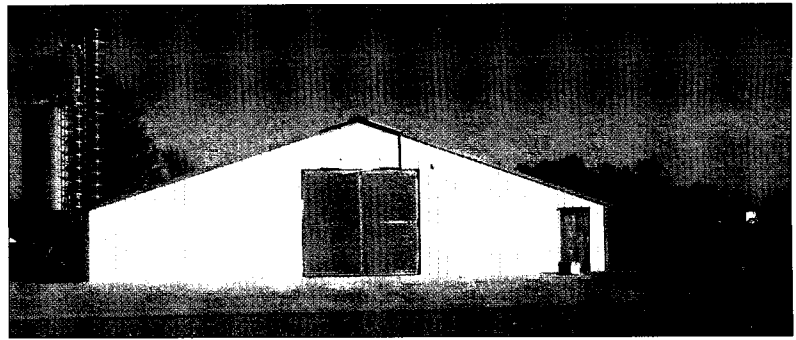
Source : Mate, 1997

► contact des professionnels, elle doit permettre de « rendre mesurable ce concept, passer d'une déclaration d'intention à sa mise en œuvre, comparer les performances intraterritoires et interannuelles ». Elle doit être aussi « un outil de dialogue », facilitant la compréhension entre aviculture et société.

A chacun des piliers du développement durable est donc assigné un certain nombre d'objectifs généraux. On retiendra ainsi quelques uns d'entre eux : générer un revenu et partager la valeur ajoutée, améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, améliorer les conditions de travail ou encore répondre aux demandes du citoyen. Chacun de ces objectifs est décliné en des enjeux de filières (investissement en R & D et en formation, bilan NPK/ha, acceptabilité des pratiques en terme de bien-être animal...) et en enjeux de relations au territoire (insertion dans l'économie locale, valorisation des ressources locales, perception sociale du métier).

Après avoir mis au point ces indicateurs de durabilité, le programme construira « des modèles génériques décrivant le système filières avicoles-territoire ainsi que des scénarios prospectifs. »

► Tout système doit donc s'interroger sur « les répercussions directes et indirectes d'une activité à différentes échelles ».



### Le développement durable

